

Je veux aussi lui demander de prendre fermement position et de ne pas tenir compte de la suggestion du chef du Nouveau parti démocratique, qui voudrait que le ministre de l'Industrie soit chargé de l'administration de l'Office d'expansion économique de la région atlantique. Nous ne voulons pas que cet office relève du ministre de l'Industrie. Même si le ministre des Transports n'est pas originaire des Maritimes, nous savons qu'il représente Bonavista-Twillingate, ce qui présente certains avantages dont ces provinces pourraient tirer profit.

J'aimerais beaucoup que le ministre fasse rapport sur la commission Donald et, comme le gouvernement semble avoir trouvé un certain réconfort dans la position prise par le premier ministre Stanfield—et que les dirigeants syndicaux de Nouvelle-Écosse ont appuyée—à savoir que l'industrie du charbon ne peut plus être considérée comme une industrie progressive dans cette région, le ministre ne devra-t-il pas aussi tenir compte des suggestions faites par le premier ministre Stanfield, dans son discours.

Qu'il me soit permis de signaler que le précédent ministre du Travail a fait, avant les élections, des promesses au sujet des mines de charbon de Nouvelle-Écosse, et malgré l'opinion qu'a notre chef de ces promesses, elles ont été conçues à l'origine pour attirer des votes. En fait, selon les paroles mêmes du ministre consignées au harsard, ces promesses ont recueilli 5,000 votes supplémentaires.

Le très hon. M. Diefenbaker: Ce n'est pas ce qui s'est produit.

M. MacInnis: Je demanderais, par conséquent, au ministre d'examiner sérieusement les propositions du premier ministre de la Nouvelle-Écosse, M. Stanfield, et de calmer au moins l'inquiétude des habitants de cette province en ce qui concerne la partie du rapport dont on a eu connaissance et qui recommande l'implantation de nombreux capitaux dans la région industrielle du Cap-Breton.

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): M. l'Orateur, je suppose que nous devrions être reconnaissants même des compliments à rebours et je remercie donc le député de Cap-Breton-Sud (M. MacInnis) pour sa proposition, faite à contre-cœur, de me laisser l'Office d'expansion économique de la région atlantique plutôt que de le confier à un autre ministre.

Le très hon. M. Diefenbaker: C'est le comble de la générosité.

L'hon. M. Pickersgill: Je l'admets et l'apprécie à sa juste valeur.

Si je n'ai pas fait de discours au début de l'étape de la deuxième lecture, c'est qu'il

[M. MacInnis.]

m'a semblé avoir traité hier, à l'étape de la résolution, de l'ensemble du projet de loi. Néanmoins, il y a plusieurs choses qui ont été dites et qui, à mon avis, méritent d'être relevées de ce côté-ci de la Chambre. Qu'il me soit permis d'affirmer de prime abord que j'ai apprécié le ton de tous les discours que j'ai entendus cet après-midi, tout en n'étant pas toujours d'accord avec leur contenu.

Je crois que nous avons tous eu l'occasion de nous occuper du problème qui constitue le but et la raison d'être de l'Office d'expansion économique de la région atlantique: comment amener l'économie de la région des provinces atlantiques au même niveau que celle des autres régions du Canada où, pour des raisons géographiques, historiques ou autres, les progrès ont été, dans bien des cas, plus rapides que par le passé.

Le député senior de Queens (M. MacLean), qui le premier a pris la parole à ce sujet, a laissé entendre que nous devrions nous efforcer particulièrement de stimuler les industries travaillant pour l'exportation. Je pense que l'honorable député, ancien ministre des Pêcheries, n'ignore pas que l'Office d'expansion économique de la région atlantique continue et continuera l'excellent travail qui a déjà été fait pour aider à la modernisation de l'une des plus importantes et des plus anciennes industries d'exportation des provinces atlantiques: la pêche et la transformation des produits de la pêche. Nonobstant la quantité considérable d'eau douce existant dans toutes les provinces, nous avons découvert qu'une grande partie de ces eaux est loin d'être aussi pure qu'on pourrait le souhaiter.

L'Office a fait des efforts particuliers afin d'alimenter en eau les usines de transformation, ce qui a permis à certaines d'entre elles de poursuivre leur exploitation car autrement, elles auraient dû fermer leurs portes. Cela stimule également l'expansion d'autres industries et je crois donc qu'on pourrait faire encore davantage dans ce domaine. En effet, l'Office a entrepris un relevé des ressources hydrauliques dans toute la région. Il est absolument indispensable de tenir compte de l'accessibilité de l'eau pour l'emplacement des industries, car nous savons tous que partout sur le continent, l'eau devient peut-être la ressource la plus importante recherchée par les grandes industries, notamment les industries en plein essor qui exploitent des ressources, lorsqu'elles décident de l'emplacement de nouvelles installations.

Je crois qu'il est particulièrement opportun que les députés de Queens et de Victoria-Carleton aient appuyé sur les industries d'exportation et les avantages géographiques des provinces atlantiques dans ce domaine, à la veille de la conférence qui réunira la semaine prochaine, le premier ministre du